Communiqué du syndicat national
CGT-Environnement
21 janvier 2025

L'OFB, ses missions, ses métiers, ses personnels, Bouc émissaire facile de la faillite des politiques environnementales !

En 2002, Jacques Chirac, qui n'était pas le plus féroce des écolos, déclarait : *« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer, et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre (…) La Terre et l'humanité sont en péril, et nous en sommes tous responsables ».* Plus de vingt ans après ce triste constat, les mêmes artisans des politiques libérales n'ont toujours pas pris la mesure de la catastrophe écologique qui menace, à terme, la capacité des sociétés humaines à perdurer.

Le discours de politique générale du Premier Ministre, François Bayrou, l'illustre parfaitement car pour lui**, l'urgence absolue, c'est la dette financière**. Comme l'a démontré la CGT, la nécessité d'avoir recours à l'emprunt est due aux choix politiques de la Macronnie et des gouvernements précédents, au service des multinationales et de la grande bourgeoisie[1]. Au total, c'est une baisse de 50 milliards des recettes publiques qui a été réalisée en 7 ans au profit des plus riches. Et l'actualité montre que si pour une majorité de la population, les conditions de vie se dégradent, tout va bien pour les détenteurs de capitaux, puisque la France enregistre pour 2024 des records absolus en termes de dividendes versées aux actionnaires : 98 milliards d'euros ! Pour désendetter la France, il faut un meilleur partage des richesses et taxer les dividendes et les plus grosses fortunes[2]. Bref**, avec beaucoup de courage politique et un changement de logiciel, cette priorité pourrait être traitée**.

Pour la CGT Environnement, le fardeau qu'on va laisser aux futures générations, c'est la crise écologique majeure que connait notre planète. Avec un effondrement de la biodiversité qui n'a jamais été aussi rapide, sous l'effet de la destruction des milieux naturels, des pollutions, de la surexploitation du vivant, du réchauffement climatique, c'est la résilience des sociétés humaines qui est menacée. La véritable dette que nous allons laisser à nos enfants, c'est bien celle-là : une planète où les écosystèmes en déclin ne leur permettront pas de garantir des sociétés pérennes et durables. **Au lieu de s'attaquer frontalement à ce défi majeur**, causé par le capitalisme débridé, **Bayrou choisit de l'ignorer**, trop soucieux de maintenir les privilèges des plus riches.

Dans son discours, l'Ecologie et l'indispensable transition écologique, ce sont quelques phrases creuses après une heure de monologue. Pour répondre à la chute de la biodiversité, Bayrou évoque « *cette ardente obligation (…)* [qui] *doit être poursuivie et amplifiée : (…) préserver notre biodiversité* ». Bien entendu, on ne trouve aucune trace de politiques de rupture avec le système économique actuel, alors que tous les rapports du GIEC et de l'IPBS concluent à l'urgence de réaliser un changement profond du fonctionnement de nos sociétés et à la nécessité de prendre en compte les inégalités sociales.

Malheureusement, le traitement de la « crise agricole » actuelle en est une parfaite illustration !

Comme nous l'avions pointé dans un précédent communiqué, les causes de la crise agricole sont connues[3]. Pour les syndicats agricoles majoritaires (FNSEA et Jeunes Agriculteurs, Coordination Rurale), après une dénonciation fondée du Mercosur, il n'y a aucune remise en question du système ultra-libéral avec le poids considérable des agro-industries et autres multinationales qui mènent l'agriculture dans

[1] https://www.cgt.fr/actualites/france/legislation/budget-2025-les-salariees-et-les-retraitees-ne-veulent-plus-payer
[2] D'après le magazine Challenge (que ne peut pas qualifier de « gauchiste »), la fortune cumulée des 500 plus grandes fortunes est passée de 194 milliards d'euros en 2009 à plus de 1170 milliards en 2023…
[3] https://equipementcgt.fr/IMG/pdf/fnee-cgt_cp_sn_cgt_environnement_20241210.pdf

l'impasse actuelle. Ces politiques sont favorables aux plus grosses exploitations et à l'agriculture intensive, la plus dévastatrice pour l'environnement. Les analyses proposées par la Confédération Paysanne nous semblent bien plus en phase avec les réalités de la situation socio-environnementale actuel[4].

Si dans le contexte actuel, les normes environnementales peuvent sembler contraignantes, elles demeurent une nécessité absolue pour protéger l'Environnement, réduire l'impact des productions agricoles sur la biodiversité et tendre vers des aliments sains et une eau de qualité, au bénéfice de l'ensemble de la population.

Cette « fixette » sur notre établissement public et ses agents est non seulement un lâchage injuste et déloyal qui discrédite l'action publique en matière de nature, mais aussi une anarque vis à vis du monde agricole et des citoyens. Car qui peut imaginer qu'une fois les agents de l'OFB désarmés, les conditions de vie des agriculteurs s'amélioreront ? Aussi, au lieu d'agir pour une agriculture durable et soutenable, ce qui implique de s'opposer aux multinationales de l'agriculture, le gouvernement fait le choix de clouer au pilori un établissement public et les agents qui y travaillent.

En remettant en cause les contrôles pour une partie des usages de la Nature, c'est l'ensemble du Code de l'Environnement qui est attaqué ! Dans le contexte d'un effondrement de la biodiversité, à une vitesse jamais égalée depuis l'origine du vivant, comment une personne douée de raison et en pleine responsabilité pour les générations futures peut demander la suspension des contrôles, au profit d'une seule catégorie socio-professionnelle ? C'est pourtant ce que font Bayrou et la clique des « responsables » politiques de « droite », soucieux de préserver le système au service des plus riches, les Bellamy et autre Wauquier…

Est-il nécessaire de mentionner que la part des contrôles réaliser auprès des exploitations agricoles est minime (7,5% des contrôles annuels) et que seul 1% des exploitations sont contrôlées annuellement ? De rappeler que l'OFB n'assure pas que des missions de contrôle, mais exerce de nombreuses missions liées à la connaissance de la biodiversité, à l'étude et à l'identification des pressions qui s'exercent sur l'environnement afin de comprendre leurs impacts et d'être en capacité d'orienter les politiques publiques, d'appuyer techniquement les services de l'Etat, dans le cadre des projets d'aménagement et de restauration des milieux, de mobiliser la société pour initier le nécessaire changement de fonctionnement de la société … ? Apparemment oui, à la vue des mensonges affichés par les représentants des syndicats agricoles, de certains élus de droite et d'extrême droite.

La CGT Environnement réaffirme :

- L'absolue nécessité pour l'Etat de contrôler la mise en œuvre de la réglementation, issue des lois votées par le Parlement, et plus particulièrement en matière d'environnement ;
- La nécessite pour le Service Public de l'Environnement de disposer d'un établissement comme l'OFB, qui doit être étoffé et renforcé en termes de prérogatives et de moyens, tout comme les services déconcentrés de l'Etat dans les régions et les départements et les agences et établissements publics qui traitent également de ces problématiques.

Suite aux attaques des syndicats agricoles contre nos missions et nos outils de travail, cautionnées par les plus hautes autorités de l'Etat, la CGT Environnement s'inscrit pleinement dans le mouvement initié en intersyndicale à l'OFB.

La CGT Environnement appelle l'ensemble des salariés de l'établissement à se mobiliser pour obtenir le soutien de l'Etat. Nous invitions l'ensemble des agents du Service Public de l'Environnement à se mobiliser, ceux qui réalisent des contrôles dans les services de l'Etat (DREAL, DDT…) comme ceux qui travaillent dans différentes agences, dont l'utilité n'est plus à démonter et qui sont également menacées et mises en cause, comme l'ADEME, l'ANSES, l'INRAE…etc.

Il est urgent que le gouvernement prenne la mesure de la catastrophe écologique déjà en cours et développe de réelles politiques en phase avec les besoins et les enjeux !

[4] https://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/generique/documents/10_mesures.pdf